

Le Matin, page 6 Suisse
31.12.2010

Thaçi fâche les suisses

POLÉMIQUE Le premier ministre kosovar compare Dick Marty à Goebbels, et son rapport sur le trafic d'organes à la propagande nazie. Les politiciens suisses sont outrés.

Vincent Donzé

La comparaison est violente et blessante aux yeux des politiciens suisses: dans une interview au Tages-Anzeiger, le premier ministre kosovar, Hashim Thaçi, affirme que le rapport du conseiller aux Etats PLR Dick Marty sur le prélèvement d'organes sur des prisonniers serbes a été rédigé à la manière de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du IIIe Reich. «Ces propos sont inadmissibles», commentent les parlementaires interrogés par «Le Matin».

«Le problème, c'est que les opinions se fondent sur un rapport parlementaire, et non pas sur une décision judiciaire», résume l'avocat valaisan Léonard Bender, chroniqueur bénévole sur le site albanophone Albinfo.ch. Quand Dick Marty accuse Hashim Thaçi d'être mêlé à un trafic d'organes organisé en pleine guerre du Kosovo, outrepassé-t-il le mandat que lui a confié le Conseil de l'Europe?

«Je ne partage pas tous ses points de vue sur le Kosovo, mais Dick Marty est un collègue envers qui j'ai beaucoup d'estime», résume le président des Verts suisses, Ueli Leuenberger. Comparer son travail à celui de Goebbels, c'est un dérapage qui énerve Yvan Perrin (UDC/NE): «Ces propos outranciers sont révélateurs de ce personnage peu recommandable.»

25/69

«La comparaison est inacceptable et les mots sont blessants», observe Christian Lüscher (lib./GE). Même constat pour Maria Roth-Bernasconi (PS/GE): même si le peuple kosovar «a souffert de l'oppression de son adversaire» serbe, la tirade «inamicale» de Hashim Thaçi nuit «aux bonnes relations» entre les deux pays.

Les affaires étrangères tempèrent

Le Département des affaires étrangères (DFAE) doit-il répliquer à ces propos? «La Suisse appelle les pays concernés à traiter ce thème de manière responsable et à contribuer à la clarification des reproches contenus dans le rapport du Conseil de l'Europe rédigé par Dick Marty», indique le secrétariat général du DFAE, dans une prise de position adressée au «Matin». Le DFAE précise que «la Suisse soutient depuis longtemps les efforts entrepris afin d'appréhender les événements du passé au Kosovo avec objectivité».

Dans la classe politique, personne ne réclame des excuses immédiates: «A quoi bon exiger ce qu'on n'obtiendra pas?» s'interroge Yvan Perrin. «Evitons d'alimenter de nouvelles tensions», renchérit le président du PDC, Christophe Darbellay. Christian Lüscher fait la même analyse: «Evitons d'envenimer les choses après un effet de manches.»

Ueli Leuenberger attend «une prise de position ferme» des autorités fédérales, mais pas dans l'urgence. Pour Yvan Perrin, la déclaration de Hashim Thaçi n'a pas d'autre but que de rassurer les Kosovars: «Le premier ministre montre

qu'il en a dans le pantalon et que le pays est dirigé par un homme fort, même si la qualité de vie n'a pas décollé depuis l'indépendance.»

«Je comprends que le rapport de Dick Marty soit insupportable pour le premier ministre», nuance Christophe Darbellay. Dès lors, tous les avis convergent vers celui de l'avocat Léonard Bender: «Des critiques de cette nature méritent une information judiciaire. Il faut une instruction avant un jugement, et non l'inverse. La réconciliation doit se fonder sur la vérité.» Les regards se tournent vers le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. «Le rapport n'est pas définitif: place à la justice», conclut Christophe Darbellay. Mais, comme le relève Maria Roth-Bernasconi, c'est le Conseil de l'Europe qui a mandaté Dick Marty, pas le Conseil fédéral. «Il appartient au mandant de décider de la suite à donner à ce rapport», précise Christian Lüscher. Ce sera chose faite dans un mois, par l'assemblée générale du Conseil de l'Europe. Le dérapage de Hashim Thaçi va-t-il miner les relations diplomatiques entre les deux pays? «La Suisse et le Kosovo entretiennent de bonnes et étroites relations», répétait hier le DFAE